L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 19 JUIN 1844.

CE JOUR.

ENCAN.

PAR BULLITT, MAGNE & Co.
No. 91, Rue de Chartres

CONDITIONS DE L'ABEILLE:

ABONNEMENT.

Journal quotidien, une année d'avance $12
Journal de la campagne, trois fois par semaine, une année d'avance, 10

Le terme de l'abonnement est pour une année. Aucune exception, sous le journal suffisamment, soit en annonces, soit en argent, ne pourra être demandée de la part de l'abonné, à moins qu'il n'en ait été fait avis par écrit, une semaine avant l'expiration de l'année.

ANNONCES.—Dix pieces par carré de cheque langue, pour la premiere insertion, et cinquante cents pour chaque continuation subsequente. Une reduction considérable dans l'annonce originale devra être payé comme une nouvelle insertion. Le carré est de DIX lignes ou moins.

ABONNEMENS pour l'année aux annonces.—Les artisans et personnes faisant magasin de détail, 50; les Banques, Compagnies d'Assurances et toutes institutions publiques, 100; les sous pour vente, batiments et bateaux à vapeur, 100; les maisons de commerce étrangeres, constituées, 100. Cet abonnement ne comprend l'année et d'avance.

Le privilege des annonces superieures sera continué à un car né chaque fois, et non plus long temps.

LES ANNONCES de mariages et de décès, les articles pour appeler l'attention du public à des ventes d'immeubles, etc., ne seront admis à articles signés par des personnes connues et désirées. Ne doivent payer au taux des annonces.

LES ANNONCES qui ne doivent paraître que pour un temps limité, ou jusqu'à contre-ordre, seront payées d'avance.

LES ANNONCES ou articles d'une nature personnelle, lorsqu'ils apportent une grave, paieront le double du prix des annonces ordinaires et payables d'avance.

LES ANNONCES qui portent de la signe ordinaire de cabinet d'une d'affaire, telles que ventes à l'encan de marchandises de toutes sortes, de maisons, de batiments, maisons en terrains à vendre, à louer ou à affermer, celles pour appeler l'attention du public à des articles de consommation ordinaire, etc., ne seront admises à articles signés par des personnes connues et désirées. Ne doivent payer au taux des annonces ordinaires